



Département de la santé, des affaires sociales et de la culture  
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur

**CANTON DU VALAIS**  
**KANTON WALLIS**

Aux destinataires  
de la procédure de consultation

---

**Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision  
de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)**

A transmettre d'ici au 15 septembre 2019

par courrier postal au Service de l'action sociale, Avenue de la Gare 23, 1950 Sion,  
ou par courrier électronique à l'adresse [sas@admin.vs.ch](mailto:sas@admin.vs.ch)

Nom de l'organisme :	Jeunes Libéraux-Radicaux Valaisans
Personne de contact :	Marie-Cathrine Rudaz
Adresse :	Av. Maurice Troillet 63 1950 Sion
Téléphone :	079 951 82 13
Date :	10 septembre 2019



1. Le chapitre sur les **dispositions générales** a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Les modifications gardent l'esprit de la loi et posent les bases. L'art. 6 permet de voir l'évolution de la situation et donner une autre direction au cours des législatures selon les résultats.

2. Le chapitre sur l'**organisation de l'aide sociale** a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

L'art 8.m) ne devrait pas exister puisqu'on n'engage pas quelqu'un, dont on soupçonne les compétences insuffisantes. L'art. 9 c) et d) devraient être retirés afin de laisser une marge de manoeuvre aux centres et s'organiser selon leurs spécificités. La décharge des communes à une entité à part nous semble bien. L'art. 10c) doit garantir la représentativité.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-

dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale** et **l'aide personnelle** (non financière) ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☒ Plutôt non ☐ Non

L'article est trop vague, de plus on y mentionne la possibilité de soutenir le développement de projet, or si on retire cette ligne, cette possibilité ne sera pas interdite, donc l'alinéa 3 est inutile.

---

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant **l'aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

26.5 peut s'intégrer dans le 26.1 en précisant "bénéficiaires d'aides matérielles ou immatérielles"

---

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

Considérer la fortune désaisie et la calculer comme un revenu hypothétique ne correspond pas à la réalité de la situation. Il ne faut pas partir de ce principe là, qui sous-entend que les soupçons de dessaisissements intéressés devraient être la norme.

---

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

Le retour à meilleure fortune est un but recherché. Le remboursement, plutôt qu'un devoir, serait vu comme une sanction pour retour à meilleur fortune simplement parce que son activité lucrative n'en est pas responsable. C'est une injustice pour ceux-ci.

---

---

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---



---

---

---

---